

Burkina Faso - FMI : Conférence des parties-prenantes

"Promouvoir une croissance inclusive au Burkina Faso : quelles voies à suivre ? »

Ouagadougou - 7 mai 2013

DOSSIER DE PRESSE

Le Ministre de l'Economie et des Finances du Burkina Faso organise en collaboration avec le Fonds Monétaire International (FMI) une conférence des parties prenantes, le 7 Mai 2013 dans la salle de conférence de Ouaga 2000.

Placée sous le Haut patronage de Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, Luc-Adolphe Tiao, la conférence a pour but d'initier l'examen et la discussion entre les autorités et toutes les autres parties prenantes sur les principales réalisations effectuées à ce jour au titre des programmes du pays appuyés par le FMI d'une part, et les priorités d'un potentiel futur engagement dans un programme successeur d'autre part.

La conférence vise à sensibiliser le public et susciter une discussion approfondie sur d'importants thèmes macroéconomiques et les politiques publiques. Elle vise également à informer sur l'engagement des programmes économiques du Burkina Faso appuyés par le FMI et à renforcer l'appropriation et l'engagement des parties prenantes pour un programme successeur qui pourrait appuyer les mesures clés visant à promouvoir une croissance qui profite à tous.

La conférence se présente sous la forme d'un événement d'une journée, avec 4 sessions. Chaque session sera introduite par une ou deux présentations de 10-15 minutes. Un modérateur se chargera de faciliter les réponses d'un panel sélectionné d'«experts» ainsi que de prendre les questions de l'auditoire (partenaires techniques et financiers, société civile, administration publique.) Les medias sont invités à participer aux travaux en observateurs, une conférence de presse leur étant réservée à la fin des travaux.

La conférence s'ouvrira par une communication du Directeur Adjoint du Département Afrique, Monsieur Michael Atingi Ego, sur la stratégie du FMI visant à adapter ses politiques, ses instruments ainsi que sa collaboration avec ses 188 pays membres afin que ceux-ci parviennent à assurer une croissance inclusive, c'est-à-dire une croissance qui bénéficie à tous.

Session I: Cette session introductrice fera état des performances du Burkina Faso dans les programmes appuyés par le FMI depuis 2000, au moyen de la présentation d'une analyse

indépendante menée par le FMI. En effet, le Burkina Faso a mis en place des programmes de politique économiques appuyés par le FMI depuis de nombreuses années. Chaque programme comprend un certain nombre de déboursments effectués par le FMI, ainsi qu'un certain nombre d'objectifs macroéconomiques et de réformes que l'Etat lui-même choisit de mettre en œuvre. Le contenu et le nom de ces différents programmes ont évolués avec les années : Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC) ; Facilité Elargie de Crédit (FEC). L'évaluation présentée durant cette session couvre la période qui s'étend de 2000 à aujourd'hui, et vise à apprécier la valeur des réalisations effectuées et à ouvrir un dialogue sur l'opportunité de ces réalisations.

Session II: Cette session, en effectuant une évaluation rapide de la mise en œuvre de la SCADD ainsi que de la réalisation des OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement, c'est-à-dire les grands objectifs que les pays en développement devraient atteindre avant 2015 afin de combattre durablement la pauvreté), visera à apprécier le progrès du pays vers ces objectifs sociaux. La session analysera les résultats en matière des indicateurs sociaux, la réduction de la pauvreté et les contraintes à la réalisation de davantage de résultats.

Session III: La session discutera des obstacles à une croissance soutenue et plus inclusive. Une croissance inclusive signifie une croissance de la richesse du pays qui est partagée entre le plus grand nombre de personnes possible. Des présentations effectuées par des personnes appartenant au secteur privé ou soutenant l'investissement dans le secteur privé ouvriront les débats sur les obstacles à la croissance et à un meilleur partage de cette croissance, tels le manque de moyen de financement, les problèmes liés au cout et à la disponibilité de l'énergie, etc.

Session IV: Cette session s'attachera à discuter, sur la base de l'expérience accumulée avec le FMI, quelles seraient les politiques macro-économiques nécessaires pour obtenir une croissance plus inclusive. A l'aune des sujet débattus durant la journée, cette dernière session vise à définir quels pourraient être les grands axes stratégiques en matière de politique économique et a pour but de nourrir les réflexions quant au contenu d'un potentiel programme successeur du gouvernement soutenu par le FMI.

Une conférence de presse conjointe comprenant le ministre des Finances et d'autres représentants du gouvernement et les responsables du FMI sera organisée à la fin des travaux et sera l'occasion pour les deux parties de répondre aux questions des journalistes.